

Département de la HAUTE-SAVOIE – Arrondissement de ST-JULIEN-EN-GENEVOIS – Canton de LA ROCHE SUR FORON

COMMUNE DE MONNETIER-MORNEX

ARRÊTÉ PRESCRIVANT LA MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MONNETIER-MORNEX,

VU le Code Général des Collectivités territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 153-36 et L. 153-37,

VU le Plan Local d'Urbanisme de Monnetier-Mornex, approuvé le 23 janvier 2014,

Considérant que la modification envisagée du Plan Local d'Urbanisme a été engagée pour les raisons suivantes :

- Permettre la rectification d'une erreur matérielle inscrite au règlement graphique relative à l'emplacement d'un élément de paysage boisé,
- Classer de UE vers Uc1 les bâtiments de la fondation Cognacq-Jay afin de permettre la réalisation d'un programme d'habitats,
- Modifier l'objet et la vocation de l'OAP n°3 « Vernays ouest » pour l'accueil d'un jardin paysager ;
- Modifier le règlement graphique sur le secteur de l'OAP n°3 « Vernays ouest » par un changement de zonage de 1AU vers Ne
- Modifier les principes d'accès de l'OAP n° 1 « Mornex – vers la gare » ;

Considérant que ces modifications n'ont pas pour conséquence de changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD), de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle ou une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

Considérant en conséquence, que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de révision ;

Considérant que cette modification a pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construire résultant, dans la zone, de l'ensemble des règles du plan et, en conséquence, que cette procédure entre dans le champ d'application de la procédure de modification dite de droit commun.

Considérant que la procédure de modification est menée à l'initiative de Monsieur le Maire de la commune de Monnetier-Mornex,

Considérant que la procédure de modification doit être notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ;

Considérant que la procédure de modification nécessite la réalisation d'une enquête publique conformément à l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme ;

ARRÊTE

Article 1 : La procédure de modification n°1 du PLU de Monnetier-Mornex est engagée en application des dispositions des articles L.153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Article 2 : Le projet de modification portera, notamment, sur les points suivants, au règlement écrit, règlement graphique et au document des orientations d'aménagement et de programmation du PLU :

- La rectification d'une erreur matérielle inscrite au règlement graphique relative à l'emplacement d'un élément de paysage boisé,
- Le classement de UE vers Uc1 les bâtiments de la fondation Cognacq-Jay afin de permettre la réalisation d'un programme d'habitats,
- La modification de l'objet et de la vocation de l'OAP n°3 « Vernays ouest » pour l'accueil d'un jardin paysager ;
- La modification du règlement graphique sur le secteur de l'OAP n°3 « Vernays ouest » par un changement de zonage de 1AU vers Ne
- La modification des principes d'accès de l'OAP n° 1 « Mornex – vers la gare » ;

Article 3 : Le dossier de modification sera soumis à l'avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale afin de déterminer, dans le cadre de la procédure au cas par cas, si les éléments de PLU modifiés sont soumis à évaluation environnementale.

Article 4 : Le projet de modification du PLU sera notifié au Préfet et aux Personnes Publiques Associées (PPA) en application des dispositions de l'article L.153-47 du code de l'urbanisme. Le cas échéant, les avis émis seront joints au dossier d'enquête publique.

Article 5 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement amendé pour tenir compte des avis des PPA et des observations du public, sera adopté par délibération motivée du conseil municipal.

Article 6 : Conformément aux articles R.153-20 à R.153-22 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie de Monnetier-Mornex durant un délai d'un mois – mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 7 : Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Mme la Préfète de Haute-Savoie ;
- M. le Directeur de la Direction Départementale des Territoires.

Fait à Monnetier-Mornex, le 17 juillet 2025,

Pour Le Maire empêché,

Frédérique LEONE, 2^{ème} Maire-Adjointe



Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un **recours gracieux** auprès de Monsieur le Maire dans un délai de **deux mois** à compter de sa publication ou de son affichage,
- ou d'un **recours contentieux pour excès de pouvoir** devant le **Tribunal administratif de Grenoble**, dans un délai de **deux mois** à compter de sa publication ou de son affichage, selon la première de ces formalités. **Tribunal administratif de Grenoble** 2 Place de Verdun CS 90069 38022 Grenoble Cedex Téléphone : 04 76 42 90 00 Site internet : www.telerecours.fr